



Rebonds

Un sommet marqué par l'investissement politique du Sud et l'éclatement de l'altermondialisme.

L'OMC renforcée à Hongkong

Par Zaki LAoeDI
lundi 26 décembre 2005

Zaki Laidi
politologue

au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri).

Dernier ouvrage paru : la Norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne, Presses de Sciences Po, 2005.

A bien des égards, le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Hongkong peut paraître comme particulièrement frustrant : beaucoup d'énergie pour peu de résultats. De ce constat, il est alors tentant de glisser vers une interprétation plus large : l'OMC est en crise, la libéralisation des échanges est en panne. En poussant le raisonnement plus loin, on serait amené à en conclure que le libéralisme est décidément en perte de vitesse. La réalité est fort différente et les conclusions de Hongkong bien plus contrastées.

En premier lieu, l'OMC, en tant qu'institution, sort renforcée par Hongkong. Et cela pour une raison simple : aucun Etat ne songerait une seconde à se dégager de l'institution et aucun Etat n'a cherché à ce jour la stratégie de l'échec. Pour une institution où les décisions se prennent par consensus et où, par conséquent, le droit de blocage est potentiellement considérable, c'est un acquis politique non négligeable. Ceci d'autant plus qu'en dix ans la géopolitique de l'OMC s'est profondément modifiée et notamment depuis le sommet de Cancún, en 1993.

Avec l'arrivée de la Chine, la création du G-20 et la mise en place d'un groupe de pays africains producteurs de coton, l'OMC ne peut plus être considérée comme une organisation dominée par les pays riches. Naturellement, les inégalités de puissance sont considérables. Mais dans un monde réel l'important ne réside pas dans la mesure absolue des inégalités, mais dans celle des inégalités relatives. Autrement dit, personne ne peut penser que les pays africains producteurs de coton pèsent d'un poids égal au Brésil, mais au sein de l'OMC personne ne peut désormais ignorer les doléances des pays africains. Ceci ne va évidemment pas dans le sens de la propagande altermondialiste, dont une frange réclame la disparition de l'OMC avec, d'ailleurs, des stratégies très différenciées mais complémentaires, même si les pays en développement reproduisent entre eux les inégalités qui existent entre pays développés et en développement. On peut d'ailleurs dire que toutes les contradictions Nord-Sud ont vocation à devenir des contradictions Sud-Sud.

Cet investissement politique du Sud dans l'OMC a une signification profonde : la plupart des pays du Sud ont désormais compris qu'ils peuvent tirer avantage de la libéralisation des échanges. Certes, on pourra dire qu'ils y sont contraints. Mais, quand bien même le seraient-ils, ils sont bien décidés cette fois à transformer cette contrainte en atout. La Chine, l'Inde, le Brésil, sont décidés à ce que la mondialisation du XXI^e siècle coïncide avec leur montée en

puissance. Ils veulent que la mondialisation débouche sur leur surclassement, à la différence de la mondialisation du XIXe siècle, qui avait entraîné leur déclassement. Tous ces pays mesurent désormais les avantages politiques et économiques qu'ils peuvent retirer d'une économie ouverte. Et c'est pour cette raison que l'idée selon laquelle le libéralisme économique serait délégitimé à l'échelle mondiale est tout simplement un contresens.

Ce contresens est d'autant plus sensible que tous ces pays ont fait le choix de l'ouverture sur une base en réalité très peu idéologique. Si le Brésil de Lula est devenu libre-échangiste, ce n'est pas sous l'effet d'une conversion brutale, mais tout simplement parce que ce pays dispose d'un immense avantage comparatif sur le plan agricole. Il en va de même pour l'Inde, qui, après un demi-siècle de protectionnisme forcené, découvre l'incroyable bénéfice qu'elle peut retirer de la libéralisation du marché des services. De sorte que l'on peut dire que la tendance mondiale est à la reconnaissance des bienfaits du capitalisme au détriment du despotisme idéologique libéral. C'est cette réalité qui est reflétée à l'OMC et c'est pour cela que cette organisation est désormais une institution légitime. Le contrecoup de cela est l'éclatement de l'altermondialisme. L'image d'un José Bové remerciant modestement Pascal Lamy de lui avoir permis d'échapper à une expulsion, au demeurant inique, nous change des postures plus flamboyantes prises par le même Bové après Seattle. Il en va de même pour Attac, naguère adepte de Porto Alegre et de Lula, et criant aujourd'hui à la trahison du Brésil.

En réalité, le Brésil n'a trahi personne. C'est Attac qui s'est, une fois de plus, trompée car, au lieu de voir le monde tel qu'il est, elle s'obstine à le voir avec les verres de contact du monde d'hier. De fait, le front des altermondialistes s'est fragmenté. D'un côté, les altermondialistes français, devenus les champions du protectionnisme, aux côtés des bruyants paysans sud-coréens ; de l'autre, la galaxie beaucoup plus professionnelle des ONG anglo-saxonnes, qui défendent une vision très libre-échangiste à laquelle ils veulent raccrocher les wagons du Sud. Mais, là encore, rien n'est simple. Car, si le caractère régressif et marginal de l'altermondialisme français est peu contestable, le point de vue des ONG libérales, travaillées par une propagande australo-américaine, n'est pas plus convaincant. Croire que la libéralisation des échanges agricoles profitera à l'ensemble des pays en développement est tout simplement une contre-vérité. Cela ne légitime pas l'immobilisme français, mais ne délégitime nullement la politique agricole commune (PAC) en tant que telle. Et là encore ce n'est pas parce que les appels du lobby agricole français à sortir l'agriculture de l'OMC sont consternants que les thèses anglo-saxonnes sont, par symétrie, acceptables.

Ceci nous amène à une troisième leçon de Hongkong : celle qui concerne l'Europe. Elle est partie à Hongkong en position d'extrême faiblesse, face à des Etats-Unis et des Brésiliens qui ont tout fait pour construire la négociation autour d'un seul thème : la réduction des barrières tarifaires agricoles européennes scellera le sort de la négociation. Le message était donc clair. Si l'Europe ne bougeait pas, elle serait jugée responsable de l'échec de Hongkong. En bout de course, les choses se sont présentées différemment. L'Europe a fini par accepter une date mettant fin aux subventions à l'exportation ce qui est un acquis essentiel, mais pas sans contrepartie. L'idée selon laquelle l'Europe serait la seule à subventionner ses exportations reste infondée. Le fait que la déclaration de Hongkong mentionne explicitement les autres formes de subventions à l'exportation donne à l'engagement de l'Europe un caractère conditionnel de réciprocité. Face aux pays émergents qui voulaient aussi la blâmer, l'Europe s'est honorablement comportée : elle a tenu bon sur le fait que ses concessions sur les tarifs agricoles restaient conditionnées par des concessions des pays émergents sur l'industrie et les services. L'idée d'une sorte de préalable agricole a été écartée.

Mais alors, si le bilan de Hongkong n'est pas si négatif, pourquoi a-t-il, en définitive, produit

si peu de résultats. Parce que, de tout temps, les négociations commerciales ont été longues et difficiles et que, depuis sa création, l'OMC n'a pas réussi à gérer son double élargissement. Elargissement considérable du nombre de ses membres. Elargissement de ses thèmes de travail. L'élargissement du nombre de ses membres a naturellement donné plus de légitimité à cette institution. Et cette légitimité a été confortée par le fait qu'aucun Etat ne dispose, au sein de l'OMC, d'un quelconque droit de veto. Il n'y a pas, à l'OMC, de Conseil de sécurité ! Mais cette démocratisation a un coût très élevé qui est celui de l'absence de procédures formelles de négociations. Bien sûr, il existe une «informalité» qui tempère cette «anarchie». Mais l'informalité jouera toujours en faveur des mieux organisés, qui sont les plus grands et les plus forts. Plus préoccupante encore est l'incroyable surcharge de l'agenda des négociations. L'OMC croule sous le poids d'attentes considérables et contradictoires.

Globalement, il existe trois manières de penser les négociations commerciales multilatérales. La première est la vision libérale, que partagent les Etats-Unis et beaucoup de pays émergents : elle veut cantonner l'OMC à la question de la réduction des barrières tarifaires dans l'agriculture, les biens et les services. La seconde est d'inspiration européenne. Elle a une ambition beaucoup plus régulatrice des échanges. Elle veut y adjoindre les questions d'environnement, de normes sociales, de lutte contre la corruption, etc. Enfin, il y a la vision des pays les moins avancés, qui insistent sur le lien entre commerce et développement et qui ont pour souci de conserver un accès préférentiel et inconditionnel aux marchés du Nord tout en étant exemptés des disciplines collectives qu'ils jugent irréalistes compte tenu de leur faible développement. Ces trois dynamiques se rencontrent et se heurtent, rendant de plus en plus difficile la conclusion des cycles commerciaux. C'est pourquoi, si Hongkong n'a pas été l'échec que l'on attendait, la conclusion du cycle d'ici fin 2006 paraît bien improbable.

<http://www.liberation.fr/page.php?Article=347326>

© Libération